

TENDANCES RÉCENTES et NOUVELLES DROGUES

Octobre 2022

Sarah Perrin

CEID Addictions/
Trend OFDT

Marchés et trafics

Intensification des achats sur internet, des livraisons et des violences

En 2021, le développement des commandes de drogues par Internet et des livraisons se poursuit au sein des publics relativement insérés sur le plan socio-économique. Les usagers ne passent pas seulement par le *darkweb* mais aussi par des sites du *web* de surface facilement accessibles. Face à cette tendance, les agents d'application de la loi multiplient les livraisons surveillées. Les livraisons continuent également à se développer dans la métropole bordelaise. Les usagers contactent des revendeurs via les réseaux sociaux, qui livrent par eux-mêmes ou emploient des livreurs qui portent les substances au domicile des consommateurs, ou à tout autre point de rendez-vous.

Depuis plusieurs années, une augmentation des violences dans plusieurs banlieues bordelaises est rapportée par les acteurs du champ de l'application de la loi, avec une multiplication des rixes, des règlements de comptes et de la présence d'armes à feu. En 2021, la situation est qualifiée par un policier de « très tendue ».

Évolutions des espaces festifs et des usages en leur sein

Plus de protoxyde d'azote

En 2021, les usages de protoxyde d'azote sont visibles en espaces festifs commercial et alternatif ainsi que dans les banlieues borde-

laises. Les usagers, souvent jeunes (lycéens et étudiants) consomment en groupe du protoxyde d'azote pour ses brefs effets euphorisants et hilarants à des fins « récréatives ». Des comportements à risque associant conduite de véhicules et usage de protoxyde d'azote sont mentionnés par des professionnels du secteur sanitaire et de l'application de la loi. Des achats de protoxyde d'azote via les réseaux sociaux ou par Internet, avec dans les deux cas des pratiques de livraison, ont lieu. Des problématiques sanitaires sont rapportées chez certains usagers avec des consommations importantes, rapprochées et/ou intensives (migraines, comas, anoxie, syncopes, problèmes musculaires et neurologiques, infirmité). Les signalements d'atteinte neurologique sont rapportés par des professionnels du champ sanitaire comme étant plus fréquents.

Moins de soirées en espace festif commercial, plus de soirées en espaces privés

Du fait des différents couvre-feu et de la fermeture des clubs jusqu'au 9 juillet 2021, les soirées en espace festif commercial ont été moins nombreuses qu'en temps normal. Les usagers se sont reportés sur les soirées privées, notamment clandestines. Un fait saillant relevé est la création et/ou le développement de pages Instagram qui rassemblent de nombreux abonnés proposant des soirées clandestines et mettant en relation de jeunes fêtards résidant dans une même ville ou un même département. Durant les périodes de couvre-feu, les soirées commençaient plus tôt, ce qui a modifié la temporalité d'usage des produits : les usagers débutaient leurs consommations



vers 17 heures et étaient ivres ou « défoncés » plus tôt que d'ordinaire. Après les temps de couvre-feu, un phénomène de « rattrapage » de temps festif a été observé par plusieurs professionnels et intervenants sanitaires. Comme en 2020, ils mentionnent des alcoolisations massives et rapides (*binge drinking*) ainsi que des prises de substances (cocaïne, MDMA/ecstasy, kétamine...) avec des conduites à risque (les usagers ne mangeaient pas et ne buvaient pas assez d'eau, n'espaciaient pas les prises ou ne fractionnaient pas assez les doses...) générant notamment des malaises et des comas chez de jeunes usagers.

Répression de l'espace festif alternatif et moindre intervention en réduction des risques

Du fait de la crise sanitaire, les soirées festives alternatives comme les *free parties* ont été un peu moins nombreuses et ont réuni moins de participants qu'en temps normal, selon les professionnels et bénévoles qui y interviennent. La répression semble s'être accentuée en 2021, avec davantage d'interventions policières en *free parties*, de saisie de matériel sonore, d'amendes ciblant les participants et les organisateurs de soirées et des incitations à la déla-

tion des organisateurs. Ce contexte a contribué à générer une moindre sollicitation des associations de RdRD par les organisateurs de soirées illicites, qui associent parfois ces structures à des dispositifs institutionnels qu'ils cherchent à éviter. Les organisateurs ont notamment eu connaissance des pressions exercées sur les associations Techno+ et Keep Smiling en août et septembre 2021, incitées par l'autorité judiciaire à dénoncer les organisateurs de *free parties*. Une grande variété de produits (kétamine, cocaïne, MDMA/ecstasy, cannabis, champignons hallucinogènes, LSD...) est toujours disponible en *free party*. La tendance à la diversification des formats de soirées en espace festif alternatif se poursuit, avec des soirées gratuites en espace rural ou en périphérie urbaine, des petites fêtes confidentielles avec moins de cent personnes ou de gros événements avec un *line up*, une décoration, une installation lumineuse et sonore très travaillée, pouvant rassembler jusqu'à mille personnes.

Prise en charge et usages de substances en milieu chemsex

D'après les professionnels interrogés, le nombre de chemsexuels fréquentant les services hospitaliers (services d'urgence et consultations en addictologie), ou faisant

Les prix des principales drogues à Bordeaux en 2021

Produits	Prix	Tendances 2020/2021	Commentaires
Amphétamines-speed	Prix courant : 10 €/g Prix haut : 20 €/g	↗	Prix courant en espace festif alternatif. Produit peu disponible en dehors de cet espace.
Cannabis	Herbe Prix bas : 5 €/g Prix courant : 8 €/g Prix haut : 20 €/g	→	Prix haut en vente de rue et en espace festif commercial.
	Résine Prix bas : 4 €/g Prix courant : 7 €/g Prix haut : 20 €	→	Prix bas : groupes d'amis consommateurs et revendeurs de produits. Prix haut en cités.
MDMA	Poudre/cristal Prix bas : 30 €/g Prix courant : 40 €/g Prix haut : 50 €/g	→	Prix bas en espace festif alternatif. Prix haut en espace festif commercial.
	Ecstasy (comprimé) Prix bas : 3 €/unité Prix courant : 10 €/u Prix haut : 15 €/u	→	
Cocaïne	Prix bas : 35 €/g Prix courant : 80 €/g Prix haut : 120 €/g	→	Prix dégressif si la quantité achetée augmente.
Héroïne	Prix bas : 15 €/g Prix courant : 40 €/g Prix haut : 50 €/g	↘	Produit semble essentiellement présent en zone rurale.
Kétamine	Prix bas : 30 €/g Prix courant : 40 €/g Prix haut : 60 €/g	→	Prix bas en espace festif alternatif. Prix haut en espace festif commercial.
LSD (goutte ou buvard)	Prix bas : 3 €/g. ou b. Prix courant : 10 €/g. ou b. Prix haut : 15 €/g. ou b.	→	Prix haut en espace festif alternatif.
3-MMC	Prix bas : 30 €/g Prix courant : 40 € Prix haut : 50 €	→	Prix en milieu festif (dont livraison). Prix plus bas sur Internet : de 8 € à 30 €/g, couramment à 20 €/g.
Médicaments	Skenan® Prix courant : 7 €/gélule	→	Vente de rue.
	Subutex® Prix courant : 5 €/comprimé (8 mg)	→	Vente de rue. Prix bas à 3 € ; prix haut à 7 €.
	Ritaline® Prix courant : 7 €/comprimé	→	Vente de rue. Trafic peu structuré, animé par des usagers-revendeurs. Prix bas à 5 € ; prix haut à 10 €.
	Seresta® Prix courant : 6 €/boîte de 20 comprimés (50 mg)	→	Vente de rue. Prix bas à 4 € ; prix haut à 10 €.

appel aux Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) ou aux Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), a augmenté en 2021. Leurs demandes peuvent concerner de l'analyse de produits, l'intégration au programme d'Accompagnement et d'éducation aux risques liés à l'injection (AERLI), ou des demandes de soins. Cela peut s'expliquer par le déploiement d'actions numériques par les structures (notamment via les réseaux sociaux) et par le fait que davantage de chemsexers perdent le contrôle de l'usage. Des conséquences sanitaires et sociales (abcès, isolement, perte d'emploi...) découlant des pratiques de polyconsommation, d'injection et des contextes de consommation sont rapportées par des professionnels sociosanitaires intervenant auprès de chemsexers. De nombreux dérivés de la 3-MMC sont arrivés sur le marché, suite au classement du produit comme stupéfiant aux Pays-Bas. Certains usagers ont noté des différences entre les dérivés et le produit original, d'autres non.

Évolutions des conditions de vie et des consommations des usagers de drogues en grande précarité

Parmi les points marquants de l'année, en juin 2021, un CSAPA/CAARUD a été évacué à la suite de l'effondrement d'un immeuble proche de ses locaux. Cela a eu des répercussions sur les conditions de vie de certains usagers. Les activités du centre ont été redéployées dans un CSAPA situé dans un quartier touristique du centre-ville de Bordeaux. Le travail d'accueil a été modifié : il n'a pas été possible de distribuer des boissons, ni de proposer un espace de repos, ni douches, ni machines à laver, ou d'accepter la consommation d'alcool et les chiens dans les locaux. En conséquence, la file active a diminué. Les professionnels ont développé des actions « d'aller-vers » en multipliant les maraudes et les tournées dans des squats où ils étaient invités. Les rapports avec les riverains habitant à proximité de ces locaux ont parfois été marqués par des tensions.

Augmentation des usages de Ritaline® et de cocaïne basée

Les usages de Ritaline® hors du cadre thérapeutique semblent augmenter au sein du public en situation de grande précarité. Les usagers apprécient son effet stimulant et la consomment, notamment par injection, lorsqu'ils n'ont pas les moyens d'acheter de la cocaïne. Les usagers demandeurs de Ritaline® peuvent se montrer très insistants voire virulents auprès des médecins de ville ou en CSAPA, et justifient leur demande par un potentiel Trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) qui n'est jamais attesté psychiatriquement. Des conséquences sanitaires telles que des nécroses, des pertes mnésiques, des hallucinations, des redescentes très difficiles et des décompensations psychiatriques, impliquant des délires paranoïaques et des crises de violences, sont rapportées par les professionnels du champ sanitaire (médecin, infirmier, psychologue) et par des usagers.

Par ailleurs, plusieurs professionnels exerçant en CAARUD estiment que l'usage de cocaïne basée augmente à Bordeaux. Les quantités distribuées de matériel de RdRD

Questionnements autour des tentatives de soumission chimique

À partir d'octobre 2021, l'actualité autour des tentatives de soumission chimique en espaces festifs, notamment commerciaux (bars, clubs) mais aussi alternatifs, a inquiété les personnes fréquentant ces lieux et les professionnels de ce secteur. Des usagères et usagers des espaces festifs ont déclaré être victimes de soumission chimique, mais les analyses toxicologiques n'ont pas permis de déterminer la présence d'un produit administré à l'insu des victimes. D'après plusieurs professionnels du champ sanitaire, la plupart de ces cas de soumission chimique soupçonnés seraient des cas de vulnérabilité chimique, liés à des usages massifs d'alcool. La vulnérabilité chimique désigne un état de fragilité d'une personne à la suite d'une consommation volontaire de substances psychoactives, alors que la soumission chimique consiste en l'administration à des fins criminelles (viols, actes de pédophilie) ou délictuelles (violences volontaires, vols) de substances psychoactives à l'insu de la victime ou sous la menace.

Cette actualité s'intègre dans un phénomène plus large de conscientisation de la vulnérabilité sexuelle des femmes et des minorités de genre. Elle a généré le développement de pratiques de prévention : distribution de couvre-verres par les établissements festifs commerciaux ou par les intervenants en réduction des risques et des dommages (RdRD) en espace commercial et alternatif ; formations destinées aux gérants des établissements de nuit. La mairie de Bordeaux a acheté 3000 couvre-verres pour les structures de RdRD et aux associations organisant des événements festifs.

Usages et usagers de kétamine

Dans la continuité des observations réalisées en 2021, les usages de kétamine sont très visibles sur les scènes festives (alternatives et commerciales) ainsi que dans les espaces de la marginalité urbaine. Cette substance est consommée par des usagers en situation de grande précarité vivant dans la rue ou dans des squats d'une part, et par des usagers des espaces festifs commerciaux et alternatifs et des chemsexers d'autre part. Deux modalités d'approvisionnement sont décrites : via Internet et auprès d'usagers-revendeurs.

L'image de la kétamine et ses modalités de consommation ont évolué. En espaces festifs, la kétamine est souvent consommée en petites « traces », ce qui confirme le changement dans les modalités et intentionnalités d'usage entamé il y a quelques années : ces usagers cherchent à un avoir un bref effet euphorisant et flottant. Parmi le public très précaire, la kétamine est prise en plus grosse dose, ou plus rarement injectée, ce qui provoque des effets dissociatifs. La kétamine est appréciée par certains usagers habitués des opioïdes qui ne trouvent pas d'héroïne de bonne qualité à Bordeaux.

destiné à la consommation de crack sont en hausse. Des professionnels lient cette potentielle augmentation à la forte disponibilité de la cocaïne.

Infections, surdoses et violences

De nombreux cas d'endocardites (inflammation du revêtement interne du cœur) ont été signalés par les professionnels exerçant en CAARUD et en CSAPA en 2021, ainsi que davantage de plaies liées à des complications post-



injection (de méthadone gélule, de Ritaline®, de Skenan® ainsi que de NPS, les injections de NPS semblant davantage concerner les chemsexseurs). Les endocardites ont causé plusieurs hospitalisations et décès. Plusieurs surdoses ont causé des décès, notamment des surdoses de Skenan® et de méthadone. Les professionnels du champ sanitaire rapportent aussi des décès liés à des coups de couteau, des traumatismes crâniens, des hématomes cérébraux, des morsures de chiens relatifs à des règlements de compte entre groupes. Ces violences seraient motivées par des dettes en lien avec des consommations ou des ventes de drogues ou par des histoires personnelles. Selon la plupart des professionnels rencontrés, les violences dans l'espace de la marginalité urbaine se sont multipliées à la fin d'année 2021 et concernent surtout les jeunes de moins de 30 ans.

Des mineurs non accompagnés (MNA) moins visibles

En 2021, les MNA originaires d'Afrique du Nord, vivant en squats et commettant des infractions (qui ne sont

donc pas représentatifs de l'ensemble des MNA) ont été moins visibles et moins repérés par les professionnels des secteurs sanitaire et de l'application de la loi qu'en 2020. Une baisse des actes de violences liés aux MNA a été rapportée, ce qui peut s'expliquer par l'intensification de la répression (liée aux activités des groupes locaux de traitement de la délinquance et de la cellule créée au sein de la Sûreté départementale de la Direction départementale de la sécurité publique de Gironde), et par un effort dans la prise en charge institutionnelle des MNA à Bordeaux. Nombre d'entre eux ont été placés en foyer d'hébergement, mais d'autres évitent Bordeaux et privilégient des villes où ils estiment être moins repérés. Les MNA observés à Bordeaux en 2021 restent consommateurs de Lyrica® et de Rivotril®. Des professionnels du champ sanitaire observent aussi un glissement vers le tramadol, que certains attribuent à une porosité entre des groupes de MNA et de jeunes très précaires qui se croisent sur des lieux de passage et partagent certaines pratiques de consommation. Cette année encore, des professionnels sociosanitaires intervenant auprès de ce public soulignent le stress post-traumatique, notamment lié à la trajectoire familiale et migratoire, dont sont victimes les MNA.

LE DISPOSITIF TREND NATIONAL ET LOCAL

Le dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND) de l'OFDT s'appuie sur un réseau de neuf coordinations implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse et sur l'île de la Réunion. Celles-ci mettent en œuvre des outils d'observation qualitatifs (observations ethnographiques, groupes focaux, entretiens individuels et collectifs...), afin de repérer, documenter et contextualiser les phénomènes émergents et les tendances récentes en matière de drogues illicites et de médicaments détournés. Elles recueillent leurs informations auprès d'acteurs (usagers, professionnels ou intervenants associatifs du secteur sociosanitaire, forces de l'ordre, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales.

Deux espaces particulièrement concernés par les usages de produits psychoactifs sont investigués : l'espace de la marginalité urbaine (rue, squats, zones de deal, structures de réduction des risques et d'addictologie) et l'espace festif techno regroupant la scène alternative (*free party*) et commerciale (clubs, discothèques, bars).

Chaque site participe également, par ses collectes de produits et par la transmission de signaux d'alerte, au Système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES) de l'OFDT.

La coordination du site de Bordeaux est confiée à l'association CEID Addictions.



Directeur de la publication : Julien Morel d'Arleux

Coordination rédactionnelle : Clément Gérome, Fabrice Guilbaud

Remerciements :

Au CEID Addictions.

À Lisa Lafuente, responsable d'observations ethnographiques de l'espace de la marginalité urbaine.

Au responsable d'observations ethnographiques de l'espace festif.

Aux professionnels du secteur sanitaire et de l'application de la loi rencontrés. Merci également aux usagers qui, année après année, nous font confiance et partagent leur expérience des drogues.

À Clément Gérome et Maitena Milhet (OFDT) pour leurs relectures du rapport annuel.

Conception graphique et réalisation : Frédérique Million (OFDT)

[Crédits photos : © Jacques PALUT / © U.P.images - Fotolia.com / © CEID Addictions Bordeaux]

OFDT

69 rue de Varenne
CS 70780 - 75700 Paris cedex 07
Tél. : 01 41 62 77 16
ofdt@ofdt.fr

CEID

24, rue du Parlement Saint-Pierre
33000 Bordeaux
Tél. : 05 56 44 84 86
lazesaurielie@hotmail.fr